

La cogestion des Ressources naturelles

RÉDUIRE LA PAUVRETÉ PAR L'APPRENTISSAGE LOCAL

6

Des chercheurs trouvent de nouveaux moyens de résoudre de vieux problèmes au Liban

La communication est la clé de la résolution de conflits

Une équipe de recherche du village d'Arsaal, dans une région éloignée du Liban, a remis au goût du jour le conseil tribal traditionnel et l'a associé à des technologies modernes comme la vidéo et le système d'information géographique pour résoudre des litiges de longue date parmi les utilisateurs des terres. Les résultats de recherche ont retenu l'attention des administrations locales de la région et ont servi de modèle à un nouveau groupe de recherches appliquées à l'Université américaine de Beyrouth.

Le bassin versant d'Arsaal, niché dans une région rurale du nord-est du Liban à la population dispersée, compte environ 36 000 personnes, 80 000 moutons et chèvres et deux millions d'arbres fruitiers. Le terrain montagneux et accidenté est parsemé de carrières qui fournissent les pierres dont a besoin le secteur de la construction en plein essor à Beyrouth, à une demi-journée de route à peine. Un amalgame responsable des conflits et du chaos que connaît la région qui, bien qu'elle soit si proche de la capitale, est isolée tant sur le plan politique que religieux.

À l'ombre du massif de l'Anti-Liban qui longe la frontière syrienne, s'étend le territoire de la municipalité d'Arsaal avec ses versants escarpés, ses affleurements rocheux et ses sols minces. Les terres d'Arsaal, qui reçoit en moyenne un peu plus de 300 mm de pluie par année,

sont marginales pour presque toutes les formes d'agriculture. Pendant des siècles, les chèvres, les moutons et les cultures céréalières à faibles intrants étaient les principales sources de revenu. Ce mode de vie pastoral était fondé sur les relations de clan entre les gardiens de grands et de



ESDU, Anna Fasshauer

Pendant des siècles, les chèvres, les moutons et les cultures céréalières à faibles intrants étaient les principales sources de revenu dans la région d'Arsaal.



ESDU, Anna Fasshauer

Dans les années 1960, quelques agriculteurs audacieux ont découvert que la culture en sec d'arbres fruitiers pouvait quadrupler leur revenu et exigeait moins de travail que la garde des chèvres et des moutons. Arsaal allait être plongée dans le chaos.

petits troupeaux et sur les consensus à propos de l'utilisation de pâturages communs. C'était un système complexe qui supposait une attitude conciliante pour l'utilisation des terres à diverses altitudes, selon les saisons et la pluviosité.

Ce système pastoral traditionnel a commencé à s'étioler, toutefois, dans les années 1950, lorsque quelques agriculteurs audacieux ont découvert que la culture en sec d'arbres fruitiers pouvait quadrupler leur revenu et exigeait moins de travail que la garde des chèvres et des moutons, et que les cerises et les abricots pouvaient se vendre facilement dans les villes du sud. Mais en plantant en nombre toujours croissant des arbres qui leur ont valu leur nouvelle prospérité, les fruiticulteurs ont empiété sur des terres considérées auparavant comme propriété commune. Les bergers ont donc dû se rabattre sur des terres marginales ou de grands pâturages libres situés plus loin, et la pénurie de fourrage a atteint des proportions alarmantes, surtout pendant les années de sécheresse.

La transformation en vergers de pentes abruptes autrefois consacrées au pâturage a aussi contribué à la dégradation des sols. Tous ces changements survenus en relativement peu de temps allaient inévitablement entraîner entre les arboriculteurs fruitiers et les bergers un conflit, qui a d'ailleurs été un facteur déterminant de la dissolution du conseil municipal d'Arsaal au milieu des années 1960. Le Liban traversait une période de troubles politiques et militaires qui iraient en s'aggravant, et Arsaal devra attendre 33 ans avant de connaître des élections officielles.

Le vide du pouvoir

Profitant du vide du pouvoir créé par l'effondrement du gouvernement local, certains entrepreneurs locaux et extérieurs se sont emparés des terres publiques afin d'y exploiter des carrières de pierres destinées à la construction de nouveaux édifices. Cette activité et les lourds camions qui charriaient le matériel et les pierres endommageaient les routes et soulevaient une épaisse poussière qui se déposait sur les feuilles et les fruits, réduisant la productivité des pâturages et des vergers.

Mais reportons-nous au début des années 1990. Des chercheurs du Centre international de recherches agricoles dans les régions sèches (ICARDA), qui effectuaient une étude régionale, financée par le CRDI, sur les changements survenus dans l'agriculture, ont été étonnés de constater l'ampleur des changements qui se sont produits en si peu de temps à Arsaal. Cette étude a attiré l'attention d'un nouveau groupe de recherches multidisciplinaires sur l'environnement de l'Université américaine de Beyrouth (AUB). Grâce à l'appui du CRDI, ce groupe a entrepris d'explorer la viabilité socio-économique et biophysique des changements survenus dans la région d'Arsaal.

Les chercheurs ont découvert de nombreuses sources de conflits dans la région. Bon nombre remontaient à des changements échelonnés sur plusieurs décennies, mais certaines étaient beaucoup plus récentes. Lorsque la guerre civile mit fin aux possibilités d'emplois urbains, un grand nombre de jeunes hommes qui avaient migré dans les villes revinrent à Arsaal pour se joindre aux fruiticulteurs ou se tournèrent vers les montagnes pour importer de la Syrie des biens de contrebande. Les carrières, dont plus d'une sont illégales, se sont aussi répandues dans la zone écologique la plus productive du bassin versant, supplantant parfois vergers et grands pâturages libres.

Un véritable chaos

Ces changements rapides dans le système social et les modes de subsistance, conjugués aux animosités qui ont toujours existé entre différents clans, aux différences de classes, de générations, d'origine ethnique et de religion, n'ont fait qu'enraciner les conflits et qu'appauvrir les gens les plus dépourvus de pouvoir. « Le système pastoral qui caractérisait la région était tout simplement chaotique, affirme Shadi Hamadeh, chercheur principal de l'équipe de l'AUB. Certaines communes ont été transformées en cerisaies, explique-t-il. Certaines terres publiques ont été expropriées pour qu'on puisse y exploiter des carrières de pierres. Souvent, ces événements ont coïncidé avec des périodes marquées par l'absence d'autorités locales. Pour dire les choses simplement, il n'y avait personne pour régler. »

En l'absence de structures de gouvernance efficaces à Arsaal qui puissent assurer une meilleure gestion des ressources, les chercheurs ont voulu trouver des moyens d'améliorer la durabilité des pratiques culturelles et de réduire les conflits sur l'utilisation des terres. Ils se sont inspirés des pratiques tribales de gestion des pâturages qui reposent sur la consultation, les négociations directes et l'établissement de consensus au sein des *majlis*, ou conseils communautaires traditionnels.

Les chercheurs ont travaillé en collaboration avec les dirigeants des collectivités locales et l'Association pour le développement rural d'Arsaal (ARDA), une ONG locale, à la mise en place d'un réseau d'utilisateurs locaux (RUL) dont l'idée a été suggérée par le *majlis*. Cette organisation informelle préconisait la communication, la participation et l'apprentissage, et servait de tribune où défendre les divers intérêts des différents utilisateurs des ressources. Le réseau a été conçu selon une structure souple regroupant des bergers et des arboriculteurs fruitiers, des hommes et des femmes de la collectivité, des responsables des

politiques traditionnels et de nouveaux détenteurs du pouvoir local ainsi que des chercheurs de l'extérieur et le personnel du projet de développement. Les membres du réseau se rencontraient régulièrement pour participer à des discussions face à face sur les problèmes relatifs à la gestion des ressources.

Le réseau a aussi donné naissance à un certain nombre de sous-groupes axés sur des domaines d'intérêt commun. Les outils d'apprentissage utilisés consistent en des discussions, des entrevues et des essais sur le terrain dirigés par des chercheurs et des agriculteurs. Les chercheurs ont fait valoir l'importance des communications parmi les utilisateurs des ressources, mais aussi entre les utilisateurs et les chercheurs. Des vidéos, des illustrations et des brochures sont les moyens de communication qui ont été préférés, et les jeunes de la collectivité ont pris une part active à l'élaboration de programmes de sensibilisation à l'environnement. Dans chaque champ d'activité, les chercheurs ont aidé les agriculteurs et les dirigeants locaux à préparer et à mettre à l'essai des plans d'intervention en gestion des ressources afin d'assurer un gagne-pain aux villageois et de réduire la dégradation des sols. Puisque la population locale a participé de près au processus, les résultats ont été particulièrement pertinents, bien acceptés et largement diffusés parmi les utilisateurs locaux.

À mesure que les collectivités locales acquéraient confiance et expérience dans le RUL, elles invitaient des groupes d'agriculteurs et des représentants d'autres zones de la région. Depuis lors, le RUL sert de modèle aux nouvelles organisations communautaires semblables dans de nombreux autres districts. Autre dénouement heureux, lors de la reconstitution du gouvernement local en 1999 plusieurs des nouveaux conseillers élus avaient été du nombre des dirigeants du RUL. Néanmoins, le principal objectif du RUL demeurait la recherche et l'apprentissage partagé, et non l'engagement politique.

De vieilles disputes

Restait, toutefois, un conflit vieux de plusieurs décennies entre les bergers, les fruiticulteurs et les carriers. Pendant de nombreuses années, il n'y a eu à Arsaal aucun mécanisme légitime qui aurait permis aux parties en cause de régler leurs différends, explique Hamadeh. Dans l'atmosphère polie des réunions officielles du *majlis*, il leur était très difficile d'aborder ces questions de front. Trouver une solution aurait pu prendre des années. Et même après l'élection d'un nouveau conseil municipal en 1998, on hésitait à se pencher sur ces vieilles disputes dans l'ambiance polie d'une assemblée publique — culturellement, il aurait été inacceptable de régler un litige en pareille circonstance. Certains groupes risquaient donc d'être perdants dans le débat sur l'utilisation des terres simplement parce qu'ils étaient incapables de faire valoir leur position de manière efficace.

« La relance des activités de la municipalité locale a redonné naissance à un consensus politique parmi les villageois, les incitant à s'asseoir ensemble pour parler du problème de l'utilisation des terres, souligne Hamadeh. C'est ce qui a déclenché le processus de résolution du litige. » Trouver un moyen de sortir de cette impasse a été l'une des grandes réussites du RUL, et cela s'est produit presque

par hasard. En préparant deux vidéos documentaires sur les problèmes de la collectivité, de jeunes membres du réseau ont découvert que les gens parlaient sans détour devant la caméra. Pour eux, celle-ci était un objet neutre, pas une personne.

Saisissant l'occasion, les chercheurs ont utilisé des entrevues menées avec des intervenants, enregistrées sur bandes vidéo, afin de présenter les enjeux et de remettre en question les idées reçues de manières qui auraient été impossibles dans des rencontres face à face. Les vidéos ont été un outil précieux pour susciter la discussion et accroître la sensibilisation. Lorsque les villageois en cause dans le litige ont visionné les documentaires, ils ont compris la situation et accepté le point de vue des autres.

Les vidéos ont été des outils inestimables pour les chercheurs aussi. « En participant au processus de production de la vidéo, les gens se sont montrés beaucoup plus francs, confie Hamadeh. Nous nous sommes rendu compte que, même si nous savions que ces conflits existaient, nous n'en connaissions pas vraiment la nature. S'agissait-il d'un problème de régime foncier ? Ou d'un conflit qui avait toujours existé entre différents clans ? En amenant les gens à exprimer clairement leur opinion sur ce conflit, nous avons eu l'assurance que le problème ne concernait pas seulement les clans. »

Après s'être assurés des véritables enjeux, les chercheurs ont fourni à toutes les parties une base de données commune constituée à partir d'un système d'information géographique (SIG) qui puisse servir de point de départ à leurs discussions. Ils ont également proposé des solutions avantageuses pour tous comme la culture intercalaire de légumineuses dans les vergers afin de produire des plantes fourragères pour alimenter le bétail tout en améliorant le sol. À l'aide des outils SIG, et en collaboration avec les fruiticulteurs, les chercheurs ont déterminé les zones les plus propices à l'expansion et comportant le moins de risques de dégradation du sol. Ce faisant, les fruiticulteurs ont mieux compris les causes de la dégradation des sols et se sont rendu compte que toute forme d'utilisation des



ESDU, Anna Fasshauer

Bien que l'équipe de recherche n'ait pas eu comme objectif premier d'influer sur les politiques nationales, leurs travaux ont eu une importante incidence sur le gouvernement local en renforçant les capacités et en fournissant des outils pour résoudre les conflits sur l'utilisation des ressources.

terres exige des compromis. En outre, la vulgarisation menée auprès des arboriculteurs fruitiers a permis d'améliorer la gestion des vergers, les méthodes de lutte antiparasitaire et les techniques de commercialisation.

Pour les bergers, le très piètre rendement de l'élevage du bétail était un sérieux problème. Il est apparu clairement, dès les premiers stades du projet, que l'action collective serait la seule manière d'améliorer la situation des bergers. Les chercheurs ont donc aidé à la création d'une coopérative des bergers — la première au Liban. La coopérative avait pour but non seulement d'améliorer l'élevage du bétail et la gestion des grands pâturages libres, mais aussi d'instaurer des pratiques de commercialisation efficaces. En collaboration avec les chercheurs et le ministère de l'Agriculture, la coopérative a lancé un certain nombre d'innovations. Leur succès a également contribué à rehausser l'estime des membres de la coopérative et à améliorer les relations sociales essentielles au rétablissement de la gestion partagée des ressources communes, affirme Hamadeh.

D'importantes innovations

Bien que l'équipe de recherche n'ait pas ménagé ses efforts pour mettre en place des technologies de gestion favorables aux agriculteurs locaux, les innovations les plus importantes du projet d'Arsaal sont sans contredit celles qui touchent les institutions. Ainsi, le RUL a créé une tribune où discuter des problèmes et avancer de nouvelles idées afin d'améliorer les moyens de subsistance, comme la création de la coopérative des bergers et d'une coopérative de femmes. Cette dernière centre ses activités sur le tissage de tapis et la transformation des fruits afin d'ajouter de la valeur aux produits agricoles locaux et d'améliorer le gagne-pain de ses membres.

Le projet a également servi de modèle à de nouveaux processus et méthodes de recherche et a donné lieu à la création d'un nouveau groupe de recherches sur l'environnement et le développement durable à l'AUB. Ce groupe effectue des recherches multidisciplinaires et participatives sur les terres sèches qui tiennent compte des besoins des populations locales. Il a mis en branle plusieurs grands projets de développement communautaire et joue le rôle de chef de file régional des réseaux de développement participatif et communautaire. Et, même si l'équipe de recherche n'avait pas pour objectif premier d'influer sur les politiques nationales — encore qu'il n'y ait pas eu tellement de politiques de développement régional ou de gestion pastorale sur lesquelles exercer une influence —, ses travaux ont eu sur le gouvernement local une incidence considérable puisqu'ils ont permis de renforcer les capacités et lui ont fourni des outils pour résoudre les conflits.

À l'échelle nationale, la municipalité d'Arsaal est toujours considérée comme un territoire éloigné et marginal par les organismes gouvernementaux hautement politisés qui n'y accordent que peu d'intérêt. Pourtant, le nouveau gouvernement local, en collaboration avec les groupes d'utilisateurs des ressources, a réussi à peser sur les politiques. Par exemple, il a su contrecarrer le projet du gouvernement central d'appuyer l'essor de l'exploitation des carrières dans la région. Ensemble, le conseil local, les réseaux et les groupes d'utilisateurs des ressources ont posé les assises institutionnelles de l'apprentissage partagé et de la durabilité des ressources en ayant recours à des outils mis au point dans le cadre du projet de recherche.

Cette étude de cas a été rédigée par Bob Stanley, rédacteur établi à Ottawa.

www.crdi.ca/un_focus_cogestion

Renseignements

Shadi Hamadeh
Groupe de recherches sur l'environnement
et le développement durable
Faculté de l'agriculture et des sciences de
l'alimentation
Université américaine de Beyrouth
BP 11-0236, Beyrouth 1107 2020
Liban

TÉL. : 961-1-350000
TÉLÉC. : 961-1-744460
COURRIEL : shamadeh@aub.edu.lb
SITE WEB :
www.lb.aub.edu.lb/~webeco/ESDU



Programme Pauvreté rurale et environnement
Centre de recherches pour le développement international
BP 8500, Ottawa (Ontario)
Canada K1G 3H9

TÉL. : +1-613-236-6163
TÉLÉC. : +1-613-567-7749
COURRIEL : pre@crdi.ca
SITE WEB : www.crdi.ca/pre/

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est une société d'État créée par le Parlement du Canada en 1970 pour aider les scientifiques et les collectivités des pays en développement à trouver des solutions à leurs problèmes économiques, sociaux et environnementaux. L'appui du CRDI sert à consolider la capacité de recherche indigène afin d'appuyer les politiques et les technologies susceptibles de contribuer à l'édification, dans les pays du Sud, de sociétés plus saines, plus équitables et plus prospères.